

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1964 B 00022

Numéro SIREN : 640 800 223


Nom ou dénomination : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 11/06/2021 sous le numéro de dépôt B2021/015493

EES - CLEVA SUD-OUEST

1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE


CERTIFIE CONFORME

Annexe aux comptes au 31/12/2020



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	15 072	15 072		45
Fonds commercial	531 624	456 144	75 480	75 480
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	78 489	53 741	24 748	32 770
Installations techniques, matériel, outillage	219 191	142 576	76 615	95 274
Autres immobilisations corporelles	88 579	72 717	15 863	12 846
Immobilisations en cours	76 814		76 814	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 930		11 930	11 930
ACTIF IMMOBILISE	1 021 699	740 249	281 450	228 345
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				22 918
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	53 307		53 307	4 652
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 202 526	186 953	6 015 573	7 129 582
Autres créances	8 221 514		8 221 514	7 589 651
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	59 298		59 298	268 726
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	47 591		47 591	14 399
ACTIF CIRCULANT	14 584 236	186 953	14 397 283	15 029 928
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	15 605 935	927 203	14 678 733	15 258 273

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 1 377 337)	1 377 337	1 377 337
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	137 734	137 734
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	795 594	1 058 748
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 310 664	2 573 818
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	975 706	879 480
Provisions pour charges	65 477	62 531
PROVISIONS	1 041 183	942 011
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 004 207	691 203
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 866 530	3 189 949
Dettes fiscales et sociales	2 598 263	2 639 177
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 246	
Autres dettes	131 491	147 462
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 722 148	5 074 652
DETTES	11 326 885	11 742 444
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 678 733	15 258 273

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	22 704 494		22 704 494	24 070 583
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	22 704 494		22 704 494	24 070 583
Production stockée				
Production immobilisée				45 301
Subventions d'exploitation			17 583	5 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			116 671	148 397
Autres produits			14 368	34 910
PRODUITS D'EXPLOITATION			22 853 116	24 304 191
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 755 564	7 086 063
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			22 918	5 000
Autres achats et charges externes			7 507 956	8 420 026
Impôts, taxes et versements assimilés			371 416	338 827
Salaires et traitements			4 603 550	4 571 137
Charges sociales			1 969 461	1 832 259
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			42 809	37 156
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 336	162 263
Dotations aux provisions			263 946	257 473
Autres charges			2 246	310
CHARGES D'EXPLOITATION			21 541 204	22 710 514
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 311 912	1 593 677
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			74 721	68 788
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			74 721	68 788
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			74 721	68 788
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 386 633	1 662 465

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	417	6 083
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	52 870	108 730
PRODUITS EXCEPTIONNELS	53 287	114 813
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 973	8 915
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	52 870	108 730
CHARGES EXCEPTIONNELLES	65 843	117 645
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-12 556	-2 831
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	225 064	209 039
Impôts sur les bénéfices	353 419	391 847
TOTAL DES PRODUITS	22 981 124	24 487 793
TOTAL DES CHARGES	22 185 529	23 429 045
BENEFICE OU PERTE	795 594	1 058 748

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLELIA SUD OUEST est une SAS au capital de 1 377 337 euros.

Elle a pour objet, en France, les activités principales suivantes : études, ingénierie, conception, réalisation, maintenance, service après-vente, location, prêt, audit, conseil, vérification, validation, certification, pilotage, exploitation de toutes installations publiques ou privées dans le domaine du génie climatique.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 30/03/2021.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evènements significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée à la propagation du virus Covid-19 a impacté l'activité de la société notamment sur le premier semestre avec l'arrêt de nombreux chantiers suite à la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars. La reprise des chantiers s'est faite progressivement avec la mise en place de protocoles sanitaires et depuis, les effets de la pandémie ont été limités, même lors des périodes de confinement et de couvre-feu du dernier trimestre. La société est une filiale du groupe Eiffage qui dispose d'une structure financière solide.

2. Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 0,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions	
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	550 214			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	550 214			
Terrains				
	Dont composants			
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	78 489			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	217 920		8 397	
Installations générales, agenc., aménag.	46 959		2 677	
Matériel de transport	33 688			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	15 148		8 027	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			76 814	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	392 204		95 914	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	11 930			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 930			
TOTAL GENERAL	954 347		95 914	
Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		3 518	546 696	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		3 518	546 696	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			78 489	
Installations techn., matériel et outillages ind.		7 125	219 191	
Installations générales, agencements divers		11 925	37 710	
Matériel de transport		1 117	32 571	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		4 878	18 297	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			76 814	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		25 044	463 074	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 930	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 930	
TOTAL GENERAL		28 562	1 021 699	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	474 688		45	3 518	471 216
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	474 688		45	3 518	471 216
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	45 719		8 022		53 741
Installations techniques, matériel et outillage industriels	122 645		27 056	7 125	142 576
Installations générales, agenc. et aménag. divers	45 757		594	11 925	34 426
Matériel de transport	23 225		6 353	1 117	28 460
Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 968		740	4 878	9 830
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	251 314		42 764	25 044	269 034
TOTAL GENERAL	726 002		42 809	28 562	740 249

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	261 750		60 000		70 000	251 750
Provisions pour garanties données aux clients	504 000		113 000	33 914		583 086
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	176 261		143 816	113 730		206 347
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	942 011		316 816	147 644	70 000	1 041 183
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	188 200		1 336	2 167	417	186 953
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	188 200		1 336	2 167	417	186 953
TOTAL GENERAL	1 130 211		318 152	149 810	70 417	1 228 137
Dotations et reprises d'exploitation			265 282	111 497		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			52 870	108 730		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 930		11 930
Clients douteux ou litigieux	220 136	220 136	
Autres créances clients	5 982 390	5 982 390	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 329	10 329	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 404	2 404	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	172 282	172 282	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 700	1 700	
Groupe et associés	7 477 934	7 477 934	
Débiteurs divers	556 866	556 866	
Charges constatées d'avance	47 591	47 591	
TOTAL GENERAL	14 483 561	14 471 632	11 930

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 866 530	2 866 530		
Personnel et comptes rattachés	742 561	742 561		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	652 676	652 676		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 189 747	1 189 747		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	13 279	13 279		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 246	4 246		
Groupe et associés	107 791	107 791		
Autres dettes	23 700	23 700		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 722 148	4 722 148		
TOTAL GENERAL	10 322 678	10 322 678		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	450 604,01
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	2 577,50
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 081 490,61
TOTAL CHARGES A PAYER	1 534 672,12

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	47 591,45
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	47 591,45
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-4 722 148,17
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-4 722 148,17

Libellé	31/12/2020
TOTAL	2 518 428,37
TOTAL	2 518 428,37
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 013 218,16
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	505 210,21
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 518 428,37

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	90 022			15,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Travaux	22 374 893		22 374 893	23 818 551
Prestations de services				
Produits accessoires	329 601		329 601	252 032
Total	22 704 494		22 704 494	24 070 583

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 058 748		2 573 818
Affectation de l'exercice								
Distribution de l'exercice						-1 058 748		-1 058 748
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						795 594		795 594
Situation clôture de l'exercice	1 377 337			137 734		795 594		2 310 665

Nature des charges	Montant
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	52 870
Pénalités sur marchés	12 605
Pénalités et amendes	368

TOTAL	65 843
--------------	---------------

Nature des produits	Montant
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	417
Transfert de charges des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	-55 860
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	108 730

TOTAL	53 287
--------------	---------------

Engagements financiers et autres informations

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 386 633	-426 507	960 126
Résultat exceptionnel	-12 556	3 862	-8 694
Participation des salariés	-225 064	69 226	-155 838
RESULTAT COMPTABLE	1 149 013	-353 419	795 594

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	456 000	
Avals et cautions	4 437 000	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	519 209	
	<i>dont Loyers</i>	519 209
	<i>Autres</i>	

	Effectifs
Cadres	21
Agent de maîtrise, technicien	40
Ouvriers	71
Total	132

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 Place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	SA	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2005.
La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.
En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2020 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 209 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.
La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2020 pour un montant de 65 477€.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST

Société par actions simplifiée au capital de 1 377 336,60 €

Siège social :

1 allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE

640 800 223 RCS TOULOUSE

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 26 MAI 2021

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-et-un,
Le vingt-six mai.

Monsieur Arnaud PERETMERE,

Agissant en qualité de Directeur Général de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, SAS au capital de 92 616 272 €, ayant son siège social sis 3-7 place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY, immatriculée sous le numéro 775 673 031 au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES,

Associé Unique de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST,

La société KPMG AUDIT IS, Commissaire aux comptes titulaire, ayant été régulièrement informée.

A préalablement déclaré ce qui suit :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Monsieur Arnaud PERETMERE, Représentant légal de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, Présidente.

Et a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Il prend acte qu'aucune dépense ou charge non déductible fiscalement, visée à l'article 39-4 du Code général des impôts, n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve l'affectation des résultats proposée par le Président.

En conséquence, il décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 795 594,23 €, formant seul le bénéfice distribuable, comme suit :

Bénéfice distribuable de l'exercice 2020	+ 795 594,23 €
Distribution aux 90 022 actions d'un dividende global de	- 795 594,23 €
Solde	0,00 €

Ce dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que, pour les associés personnes physiques, fiscalement domiciliées en France, le dividende distribué est éligible à la réfaction prévue au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Il constate que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Distribution globale	Dont éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI	Non éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI
Du 01/01/2017 au 31/12/2017	90 022	1 589 457,23 €	0,00 €	1 589 457,23 €
Du 01/01/2018 au 31/12/2018	90 022	1 382 875,37 €	0,00 €	1 382 875,37 €
Du 01/01/2019 au 31/12/2019	90 022	1 058 748,01 €	0,00 €	1 058 748,01 €

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte qu'aucune convention visée par l'article L. 227-10 et suivants du Code de commerce, n'est intervenue au cours de l'exercice 2020.

QUATRIEME DECISION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il est établi le présent procès-verbal qui sera répertorié dans le registre tenu à cet effet.

Pour la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE,

Le Directeur Général, Arnaud PERETMERE



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST S.A.S.
1, Allée des Pionniers de l'Aéropostale
31400 Toulouse
Ce rapport contient 35 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST S.A.S.

Siège social : 1, Allée des Pionniers de l'Aéropostale
31400 Toulouse
Capital social : € 1 377 337

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associé unique de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST S.A.S. ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – CLEVIA SUD-OUEST S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « Méthode retenue pour les contrats à LT » de l'annexe aux comptes annuels, votre société comptabilise le chiffre d'affaires et le résultat de ses contrats à long terme selon la méthode de l'avancement. Nous avons apprécié les hypothèses retenues et revu les calculs effectués par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 mai 2021

KPMG Audit IS

Philippe Bourhis
Associé

EES - CLEVIA SUD-OUEST

1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE

Annexe aux comptes au 31/12/2020



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	15 072	15 072		45
Fonds commercial	531 624	456 144	75 480	75 480
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	78 489	53 741	24 748	32 770
Installations techniques, matériel, outillage	219 191	142 576	76 615	95 274
Autres immobilisations corporelles	88 579	72 717	15 863	12 846
Immobilisations en cours	76 814		76 814	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 930		11 930	11 930
ACTIF IMMOBILISE	1 021 699	740 249	281 450	228 345
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				22 918
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	53 307		53 307	4 652
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 202 526	186 953	6 015 573	7 129 582
Autres créances	8 221 514		8 221 514	7 589 651
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	59 298		59 298	268 726
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	47 591		47 591	14 399
ACTIF CIRCULANT	14 584 236	186 953	14 397 283	15 029 928
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	15 605 935	927 203	14 678 733	15 258 273

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 1 377 337)	1 377 337	1 377 337
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	137 734	137 734
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	795 594	1 058 748
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 310 664	2 573 818
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	975 706	879 480
Provisions pour charges	65 477	62 531
PROVISIONS	1 041 183	942 011
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 004 207	691 203
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 866 530	3 189 949
Dettes fiscales et sociales	2 598 263	2 639 177
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 246	
Autres dettes	131 491	147 462
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 722 148	5 074 652
DETTES	11 326 885	11 742 444
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 678 733	15 258 273

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	22 704 494		22 704 494	24 070 583
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	22 704 494		22 704 494	24 070 583
Production stockée				
Production immobilisée				45 301
Subventions d'exploitation			17 583	5 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			116 671	148 397
Autres produits			14 368	34 910
PRODUITS D'EXPLOITATION			22 853 116	24 304 191
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 755 564	7 086 063
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			22 918	5 000
Autres achats et charges externes			7 507 956	8 420 026
Impôts, taxes et versements assimilés			371 416	338 827
Salaires et traitements			4 603 550	4 571 137
Charges sociales			1 969 461	1 832 259
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			42 809	37 156
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 336	162 263
Dotations aux provisions			263 946	257 473
Autres charges			2 246	310
CHARGES D'EXPLOITATION			21 541 204	22 710 514
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 311 912	1 593 677
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			74 721	68 788
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			74 721	68 788
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			74 721	68 788
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 386 633	1 662 465

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	417	6 083
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	52 870	108 730
PRODUITS EXCEPTIONNELS	53 287	114 813
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 973	8 915
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	52 870	108 730
CHARGES EXCEPTIONNELLES	65 843	117 645
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-12 556	-2 831
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	225 064	209 039
Impôts sur les bénéfices	353 419	391 847
TOTAL DES PRODUITS	22 981 124	24 487 793
TOTAL DES CHARGES	22 185 529	23 429 045
BENEFICE OU PERTE	795 594	1 058 748

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD OUEST est une SAS au capital de 1 377 337 euros.

Elle a pour objet, en France, les activités principales suivantes : études, ingénierie, conception, réalisation, maintenance, service après-vente, location, prêt, audit, conseil, vérification, validation, certification, pilotage, exploitation de toutes installations publiques ou privées dans le domaine du génie climatique.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 30/03/2021.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evènements significatifs de l'exercice

La crise sanitaire liée à la propagation du virus Covid-19 a impacté l'activité de la société notamment sur le premier semestre avec l'arrêt de nombreux chantiers suite à la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars. La reprise des chantiers s'est faite progressivement avec la mise en place de protocoles sanitaires et depuis, les effets de la pandémie ont été limités, même lors des périodes de confinement et de couvre-feu du dernier trimestre. La société est une filiale du groupe Eiffage qui dispose d'une structure financière solide.

2. Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 0,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	550 214		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	550 214		
Terrains			
		Dont composants	
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	78 489		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	217 920		8 397
Installations générales, agenc., aménag.	46 959		2 677
Matériel de transport	33 688		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	15 148		8 027
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			76 814
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	392 204		95 914
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 930		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 930		
TOTAL GENERAL	954 347		95 914

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		3 518	546 696	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		3 518	546 696	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			78 489	
Installations techn., matériel et outillages ind.		7 125	219 191	
Installations générales, agencements divers		11 925	37 710	
Matériel de transport		1 117	32 571	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		4 878	18 297	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			76 814	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		25 044	463 074	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 930	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 930	
TOTAL GENERAL		28 562	1 021 699	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	474 688		45	3 518	471 216
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	474 688		45	3 518	471 216
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	45 719		8 022		53 741
Installations techniques, matériel et outillage industriels	122 645		27 056	7 125	142 576
Installations générales, agenc. et aménag. divers	45 757		594	11 925	34 426
Matériel de transport	23 225		6 353	1 117	28 460
Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 968		740	4 878	9 830
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	251 314		42 764	25 044	269 034
TOTAL GENERAL	726 002		42 809	28 562	740 249

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	261 750		60 000		70 000	251 750
Provisions pour garanties données aux clients	504 000		113 000	33 914		583 086
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	176 261		143 816	113 730		206 347
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	942 011		316 816	147 644	70 000	1 041 183
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	188 200		1 336	2 167	417	186 953
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	188 200		1 336	2 167	417	186 953
TOTAL GENERAL	1 130 211		318 152	149 810	70 417	1 228 137
Dotations et reprises d'exploitation			265 282	111 497		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			52 870	108 730		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			11 930
Autres immobilisations financières	11 930		
Clients douteux ou litigieux	220 136	220 136	
Autres créances clients	5 982 390	5 982 390	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 329	10 329	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 404	2 404	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	172 282	172 282	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 700	1 700	
Groupe et associés	7 477 934	7 477 934	
Débiteurs divers	556 866	556 866	
Charges constatées d'avance	47 591	47 591	
TOTAL GENERAL	14 483 561	14 471 632	11 930

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 866 530	2 866 530		
Personnel et comptes rattachés	742 561	742 561		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	652 676	652 676		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 189 747	1 189 747		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	13 279	13 279		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 246	4 246		
Groupe et associés	107 791	107 791		
Autres dettes	23 700	23 700		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 722 148	4 722 148		
TOTAL GENERAL	10 322 678	10 322 678		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	450 604,01
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	2 577,50
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 081 490,61
TOTAL CHARGES A PAYER	1 534 672,12

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	47 591,45
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	47 591,45
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-4 722 148,17
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-4 722 148,17

Libellé	31/12/2020
TOTAL	2 518 428,37
TOTAL	2 518 428,37
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 013 218,16
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	505 210,21
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 518 428,37

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	90 022			15,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Travaux	22 374 893		22 374 893	23 818 551
Prestations de services				
Produits accessoires	329 601		329 601	252 032
Total	22 704 494		22 704 494	24 070 583

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 058 748		2 573 818
Affectation de l'exercice								
Distribution de l'exercice						-1 058 748		-1 058 748
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						795 594		795 594
Situation clôture de l'exercice	1 377 337			137 734		795 594		2 310 665

Nature des charges	Montant
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	52 870
Pénalités sur marchés	12 605
Pénalités et amendes	368

TOTAL	65 843
--------------	---------------

Nature des produits	Montant
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	417
Transfert de charges des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	-55 860
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	108 730

TOTAL	53 287
--------------	---------------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 386 633	-426 507	960 126
Résultat exceptionnel	-12 556	3 862	-8 694
Participation des salariés	-225 064	69 226	-155 838
RESULTAT COMPTABLE	1 149 013	-353 419	795 594

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	456 000	
Avals et cautions	4 437 000	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	519 209	
	<i>dont Loyers</i>	519 209
	<i>Autres</i>	

	Effectifs
Cadres	21
Agent de maîtrise, technicien	40
Ouvriers	71
Total	132

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 Place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	SA	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2005.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2020 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 209 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2020 pour un montant de 65 477€.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.